

« L'Europe continue d'offrir un cadre protecteur unique. »

Diplomate, ancien ministre des Affaires étrangères et très impliqué dans les réflexions européennes, Hubert Védrine analyse les enjeux des prochaines élections européennes et les défis que devra relever l'Union pour tenter d'atténuer la montée des populismes.

Union Sociale : Quels sont les enjeux des prochaines élections européennes ?

Hubert Védrine : Je ne suis pas certain que ces élections marquent un tournant décisif à l'échelle européenne, tout d'abord parce que le Parlement n'a pas tellement de compétences spécifiques, mais surtout des compétences partagées et ensuite car ces élections ne devraient pas foncièrement changer les forces en présence au sein du Parlement. Certes, les mouvements europhobes progressent un peu, mais la sortie des parlementaires britanniques à la suite du Brexit, devrait atténuer ce phénomène. Il y aura des majorités instables. Ces élections ne devraient donc pas bouleverser le fonctionnement des institutions, notamment du Conseil et de la Commission. En revanche, ce rendez-vous électoral sera un bon étalon pour mesurer au sein de chaque État membre, l'état du rapport de force politique et la solidité des gouvernements au pouvoir.

US : L'Union européenne est bien souvent accusée de faire le jeu des politiques libérales, mais quels sont les acquis pour les peuples, notamment sur le plan social ?

HV : Il ne faut jamais perdre de vue qu'à l'origine, l'Europe est un marché commun, devenu marché unique. Ce marché, quoi qu'on en dise, a incontestablement permis aux Européens de vivre beaucoup mieux. Mais cette élévation du niveau de vie grâce à la mondialisation s'est aussi doublée d'une montée considérable des inégalités, avec une concentration d'une grande partie des richesses entre les mains d'un petit nombre. Ce phénomène est insupportable aux yeux de beaucoup, avant tout pour des raisons morales. Dans ce contexte, la

France a souhaité corriger ces inégalités en misant sur des transferts sociaux de grande ampleur, les plus importants selon les chiffres de l'OCDE, et une forte fiscalité, la plus lourde au monde. Tout ceci est loin de constituer un « modèle » pour les autres États européens !

US : Comment aller plus loin en faisant en sorte que la question sociale arrive en tête des priorités européennes ?

HV : Il ne faut pas forcément souhaiter que les questions sociales entrent dans le champ de compétences de l'Union européenne car cela impliquerait des compromis entre les divers systèmes en vigueur dans les États membres, largement en dessous de ceux de la France ! Je milite plutôt pour l'adoption de minimas communs dans des secteurs comme ceux de la santé, des retraites, de l'éducation, mais également et surtout, de la formation continue, un domaine essentiel pour permettre à chacun de toujours pouvoir rebondir pour faire face aux aléas de la vie, et d'être formé à la transition numérique, pour éviter les risques de fractures que l'on connaît. L'Europe peut y aider.

US : De nombreux États de l'Union sont confrontés à une montée des populismes. Quelles réponses apporter pour tenter de l'endiguer ?

HV : Il convient d'être très précis lorsque l'on aborde cette question du populisme. Si certains, en raison des discours tenus dans plusieurs États membres, appréhendent un retour aux années 1930 avec son lot d'extrémismes, je ne partage pas ces craintes. Pour moi, les populismes actuels résultent avant

tout du décrochage des classes populaires et des classes moyennes par rapport à la mondialisation non régulée et financiarisée de ces trente dernières années. Beaucoup de gens ne votent plus ou alors votent aux extrêmes, en soutenant des discours de plus en plus simplificateurs, anti-européens. Il ne faut pas prendre cela au pied de la lettre, la plupart des peuples et des États souhaitent rester dans l'Union et dans l'euro, notamment car celui-ci continue d'offrir un cadre protecteur unique. Un des moyens d'endiguer ce populisme est de faire en sorte que ces classes moyennes et populaires soient entendues et que nous puissions retrouver le chemin d'une croissance durable qui bénéficie à tous. Il ne s'agit pas d'assister encore plus, mais de donner à chacun les moyens de son propre développement, d'où l'importance de l'éducation et de la formation continue, gages de la mobilité. Dans ce même objectif, la cogestion des migrations entre pays de départ, de transit et d'arrivée (Schengen) me paraît être un défi majeur que l'Europe devra relever pour endiguer le populisme. ●

Propos recueillis par Antoine Janbon



L'Uniopss livre sa vision de l'Europe dans le cadre d'un Collectif

Alors que les élections européennes se préparent, l'Uniopss qui travaille aux côtés de plusieurs associations dans le cadre du Collectif **#PourUne EuropeSolidaire**, souhaite peser dans les débats et faire entendre la voix des associations de solidarité. Lors du colloque qu'elle organise le 14 mars à Strasbourg, elle présentera sa vision de l'Europe. Des éléments qui seront partagés entre les principaux candidats français aux élections européennes.

Dans ce cadre, le 28 février dernier, le Collectif a publié un manifeste. Selon ce texte, « trop de personnes n'ont pas accès à une protection sociale adéquate et aux services essentiels à leur bien-être et à leur épanouissement. L'accroissement des inégalités, la mise en concurrence des salariés, des personnes en situation d'exclusion, la dégradation des modèles sociaux et l'absence de réponse d'ampleur à l'urgence écologique, entraînent le désaveu populaire, la perte de confiance dans les institutions et un rejet sans précédent des personnes exilées qui meurent par milliers en Méditerranée ».

Les porteurs de ce manifeste affirment dans ce cadre que l'avenir du projet européen dépendra de la capacité des institutions à faire de la solidarité

entre les peuples et au sein de chaque pays une réalité. « Seule une politique sociale européenne ambitieuse, efficace, durable, respectueuse des droits fondamentaux, sera à même d'assurer la survie de l'Union. » Si des initiatives sont prises en ce sens, notamment au travers du Socle européen des droits sociaux, les associations membres du Collectif appellent toutes les institutions européennes, et en particulier les futurs eurodéputés, à s'engager plus fortement et plus concrètement pour les droits et le bien-être des citoyens.

L'engagement pour une Europe solidaire doit ainsi passer par l'accès effectif aux droits fondamentaux partout et pour tous, avec l'application concrète du Socle européen des droits sociaux, la mise en place de mécanismes coercitifs à l'égard des États ne respectant pas ces droits. Cet engagement suppose également une politique européenne d'accueil digne et solidaire, respectueuse des individus et de leurs droits. Selon le Collectif, une priorité doit être donnée à la cohésion sociale et à la transition écologique. Les associations militent enfin pour une mobilisation politique et budgétaire d'ampleur en faveur de l'inclusion sociale, via les fonds structurels. ●

Pour plus d'informations : www.pouruneeuropesolidaire.org